INSTRUCTION N°002/05-CSBF

relative aux conditions d'arrêté périodique et annuel, à la publicité des documents comptables des établissements de crédit.

La Commission de Supervision Bancaire et Financière (CSBF) de la République de MADAGASCAR,

En application des articles 41 et 42 de la loi n° 95 030 du 22 février 1996 relative à l'activité et au contrôle des établissements de crédit, aux termes desquels il appartient à la CSBF de fixer par voie d'instruction les règles relatives au plan comptable des établissements de crédit, aux conditions d'arrêté périodique et annuel de leurs comptes, à la publicité de leurs documents comptables et autres informations destinées tant aux autorités de tutelle qu'au public,

Vu l'instruction n° 001/05-CSBF du 1^{er} juin 2005 relative au Plan Comptable des Etablissements de Crédit – PCEC 2005,

D E C I D E

Article premier.- Les établissements de crédit agréés pour effectuer des opérations de banque à Madagascar adressent en trois (3) exemplaires, dont deux (2) à la Banque Centrale et un (1) exemplaire au Secrétariat Général de la CSBF, les états financiers périodiques et les documents de fin d'exercice spécifiés à l'annexe 1, arrêtés au dernier jour ouvrable du mois ou de la période. Ces documents sont établis conformément aux dispositions de l'instruction n° 001/05-CSBF du 1^{er} juin 2005, et transmis selon la périodicité et les modalités fixées à l'annexe 2.

Les établissements de crédit adressent au Secrétariat Général de la CSBF leurs états comptables de fin d'exercice, dans les formes prévues par le PCEC 2005, au plus tard un mois avant leur présentation à l'Assemblée Générale de leurs actionnaires ou sociétaires, ainsi que l'intégralité des rapports relatifs à ces documents établis par les commissaires aux comptes, les organes pouvant en tenir lieu et, le cas échéant, les auditeurs externes.

Dans le délai de quinze jours à compter de la réception de ces documents, le Secrétaire Général en donne acte à l'établissement ou notifie à celui-ci ses observations éventuelles. En cas de réserves graves, la Commission statue dans le délai d'un (01) mois à compter de la réception des documents. La lettre du Secrétaire Général ou la décision de la Commission est communiquée à l'Assemblée Générale.

Les comptes annuels approuvés doivent parvenir au Secrétariat Général de la CSBF au plus tard le 30 avril de l'exercice suivant.

Article 2.- Les comptes annuels des établissements de crédit doivent être publiés au Journal Officiel et dans au moins deux des principaux organes de la presse nationale sous la rubrique "Annonces légales". Cette publication, qui doit comporter le rapport général des commissaires aux comptes, ou de l'organe en tenant lieu, sur la sincérité et la régularité des informations données, doit intervenir dans un délai de quarante-cinq (45) jours à compter de l'approbation des comptes par l'organe compétent. Les comptes publiables sont présentés sous la forme définie à l'annexe 3. Les rubriques des états types sont servies par simple regroupement des soldes des états financiers détaillés de fin d'exercice ; elles peuvent être subdivisées, à l'initiative des établissements, en vue d'assurer une meilleure information du public. Ces documents sont tenus à la disposition de la clientèle et plus généralement des tiers.

Pour les institutions financières mutualistes et les établissements de crédit non mutualistes spécialisés dans la micro-finance, la publication s'opère sur mandat donné à l'association professionnelle dont elles sont membres.

Pour les institutions organisées en réseau solidaire, la publication peut ne porter que sur les états financiers consolidés. La publication indiquera en note lorsque l'avis du commissaire aux comptes d'une institution ou d'un réseau contient une réserve.

Chaque institution reste libre d'opérer une publication complémentaire individuelle.

Les établissements de crédit adressent au Secrétariat Général de la Commission copie des publications effectuées en application du présent article ainsi que le rapport spécial des commissaires aux comptes.

Article 3.- L'inobservation des dispositions de la présente instruction entraîne l'application des sanctions édictées par les articles 49 et/ou 52 de la loi n° 95 030 du 22 Février 1996.

Article 4.- Les établissements nouvellement assujettis à la loi bancaire, déjà en activité mais non encore agréés, doivent produire à l'appui de leur demande d'agrément leurs états financiers établis conformément aux présentes dispositions.

Les présentes dispositions abrogent toutes dispositions contraires de même objet.

Fait à Antananarivo, le 1^{er} juin 2005.

**Pour la Commission de Supervision
Bancaire et Financière,
Le Président,**

Gaston E. RAVELOJAONA.

**MODALITES D'ETABLISSEMENT ET DE TRANSMISSION
DES SITUATIONS PERIODIQUES ET ETATS ANNEXES**

	Régime pour toutes catégories d'établissement de crédit autres que les institutions de micro-finance	Régime spécifique aux institutions agréées à titre exclusif pour les opérations de micro-finance	
		Avec organe central	Sans organe central
Périodicité	Chaque mois	<p>Chaque mois pour les institutions du réseau dont le total du dernier bilan arrêté est supérieur à 50 milliards.</p> <p>Au terme de chaque trimestre civil pour les institutions du réseau dont le total du dernier bilan arrêté est compris entre 10 et 50 milliards.</p> <p>Au terme de chaque semestre civil pour la situation globale du réseau et les états de synthèse qui tiennent lieu de situation pour les institutions dont le total du dernier bilan arrêté est inférieur à 10 milliards.</p> <p>Ces dispositions sont applicables à l'organe central pour ses opérations propres.</p>	<p>Chaque mois pour les institutions dont le total du dernier bilan arrêté est supérieur à 50 milliards.</p> <p>Au terme de chaque trimestre civil pour les institutions dont le total du dernier bilan arrêté est compris entre 10 et 50 milliards.</p> <p>Au terme de chaque semestre civil pour les institutions dont le total du dernier bilan arrêté est inférieur à 10 milliards.</p>
Date d'arrêté	Dernier jour ouvrable du mois	Dernier jour ouvrable du mois ou de la période (soit 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre pour une périodicité trimestrielle, 30 juin et 31 décembre pour une périodicité semestrielle, ou le dernier jour ouvrable précédant ces dates).	Dernier jour ouvrable du mois ou de la période (soit 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre pour une périodicité trimestrielle, 30 juin et 31 décembre pour une périodicité semestrielle, ou le dernier jour ouvrable précédent ces dates).

Dispositions spécifiques à l'arrêté des comptes au 31 décembre	<p>Dans la mesure où les comptes définitifs peuvent être arrêtés et transmis dans les délais impartis pour l'envoi des états périodiques, seuls les documents annuels de fin d'exercice sont adressés au Secrétariat Général de la Commission.</p> <p>Dans le cas contraire, une situation provisoire doit être communiquée au Secrétariat Général.</p>		
Mode de transmission au Secrétariat Général de la CSBF	Direct	<p>Direct par l'organe central pour la situation globale semestrielle et les états de synthèse.</p> <p>Par l'intermédiaire de l'organe central pour les états mensuels ou trimestriels requis.</p>	Direct
Délais de transmission	25 jours après la date d'arrêté	<p>45 jours après la date d'arrêté en cas de périodicité mensuelle ou trimestrielle.</p> <p>Deux mois en cas de périodicité semestrielle.</p>	45 jours après la date d'arrêté.

MODALITES D'ETABLISSEMENT ET D'ENVOI DES COMPTES DE RESULTATS

	Régime pour toutes catégories d'établissement de crédit autres que les institutions de micro-finance	Régime spécifique aux institutions agréées à titre exclusif pour les opérations de micro-finance	
		Avec organe central	Sans organe central
Périodicité	<p>Au terme de chaque trimestre civil pour les établissements dont le total du dernier bilan arrêté est égal ou supérieur à 100 milliards.</p> <p>Au terme de chaque semestre civil pour les autres établissements</p>	<p>Au terme de chaque trimestre civil, pour les institutions du réseau et pour l'organe central pour ses opérations propres, dont le total du dernier bilan arrêté est égal ou supérieur à 50 milliards.</p> <p>Au terme de chaque semestre civil pour les résultats globaux du réseau et l'état de synthèse des résultats individuels des institutions affiliées.</p>	<p>Au terme de chaque trimestre civil pour les établissements dont le total du dernier bilan arrêté est égal ou supérieur à 50 milliards.</p> <p>Au terme de chaque semestre civil pour les autres établissements</p>
Date d'arrêté	Dernier jour ouvrable de la période (soit 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre pour une périodicité trimestrielle, 30 juin et 31 décembre pour une périodicité semestrielle, ou le dernier jour ouvrable précédent ces dates).		
Organe chargé de la transmission	Direction Générale	Organe central	Direction Générale
Délais de transmission	25 jours après la date d'arrêté	<p>45 jours après la date d'arrêté en cas de périodicité trimestrielle.</p> <p>Deux mois en cas de périodicité semestrielle.</p>	<p>45 jours après la date d'arrêté en cas de périodicité trimestrielle.</p> <p>Deux mois en cas de périodicité semestrielle.</p>

MODALITES D'ETABLISSEMENT ET D'ENVOI DES DOCUMENTS DE FIN D'EXERCICE

	Régime pour toutes catégories d'établissement de crédit autres que les institutions de micro-finance	Régime spécifique aux institutions agréées à titre exclusif pour les opérations de micro-finance	
		Avec organe central	Sans organe central
Date d'arrêté	Dernier jour ouvrable du mois de décembre.		
Modalités d'envoi	Envoi des documents de fin d'exercice au Secrétariat Général au plus tard un mois avant l'examen des comptes par l'Assemblée Générale.		
Délai de transmission	Envoi du Procès Verbal de l'Assemblée Générale et, s'il y a lieu, des comptes amendés par celle-ci, le 30 avril au plus tard suivant l'exercice clos.	Envoi par l'organe central du Procès Verbal des Assemblées Générales des institutions du réseau et, s'il y a lieu, des comptes amendés par celles-ci, le 30 avril au plus tard suivant l'exercice clos.	Envoi du Procès Verbal de l'Assemblée Générale et, s'il y a lieu, des comptes amendés par celle-ci, le 30 avril au plus tard suivant l'exercice clos.
Mode de transmission au Secrétariat Général de la CSBF	Direct	Direct par l'organe central pour les comptes de l'ensemble du réseau. Par l'intermédiaire de l'organe central pour les états individuels requis.	Direct

RECAPITULATION DES ETATS COMPTABLES A COMMUNIQUER
Régime des institutions de micro-finance - avec organe central

	PERIODICITE			
	Mensuelle	Trimestrielle	Semestrielle	Annuelle
Seuils de déclaration pour les situations comptables	Pour chaque institution du réseau dont le total du dernier bilan arrêté est supérieur à 50 milliards :	Pour chaque institution du réseau dont le total du dernier bilan arrêté est compris entre 10 et 50 milliards :	Pour chaque institution du réseau dont le total du dernier bilan arrêté est inférieur à 10 milliards :	Pour chaque institution du réseau
Références des états comptables à communiquer par chaque institution	CB 101 Situation Comptable CB 102 Etat de concours à l'économie - en Ariary - en devises CB 103 Appendice à l'état de concours à l'économie - en Ariary - en devises CB 104 Etat des renseignements divers CB 104 bis Etat des renseignements divers <i>N.B. : dispositions applicables à l'organe central pour ces opérations propres, aux groupes d'institutions solidaires.</i>	CB 101 Situation Comptable CB 102 Etat de concours à l'économie - en Ariary - en devises CB 103 Appendice à l'état de concours à l'économie - en Ariary - en devises CB 104 Etat des renseignements divers CB 104 bis Etat des renseignements divers (suite) <i>N.B. : dispositions applicables à l'organe central pour ces opérations propres, aux groupes d'institutions solidaires.</i>	CB 101 Situation Comptable CB 102 Etat de concours à l'économie - en Ariary - en devises CB 103 Appendice à l'état de concours à l'économie - en Ariary - en devises CB 104 Etat des renseignements divers CB 104 bis Etat des renseignements divers (suite) <i>N.B. : dispositions applicables à l'organe central pour ces opérations propres, aux groupes d'institutions solidaires.</i>	CB 101 Bilan détaillé CB 102 Etat de concours à l'économie - en Ariary - en devises CB 103 Appendice à l'état de concours à l'économie - en Ariary - en devises CB 104 Etat des renseignements divers CB 104 bis Etat des renseignements divers (suite) <i>N.B. : dispositions applicables à l'organe central pour ces opérations propres, aux groupes d'institutions solidaires.</i>
Références des états comptables à communiquer sur l'ensemble du réseau			CB 105 Synthèse des bilans pour la situation globale du réseau	CB 105 Synthèse des bilans pour la situation globale du réseau

N.B. : Pour chaque périodicité de déclaration : communiquer les états de contrôle du respect des normes prudentielles CB 301 à 307 définis à l'annexe 1.

RECAPITULATION DES ETATS COMPTABLES A COMMUNIQUER
Régime des institutions de micro-finance - avec organe central (suite)

	P E R I O D I C I T E			
	Mensuelle	Trimestrielle	Semestrielle	Annuelle
<p>Seuils de déclaration pour le compte de résultat</p> <p>Références des états comptables à communiquer par chaque institution</p> <p>Références des états comptables à communiquer pour l'ensemble</p>		<p>Pour chaque institution du réseau dont le total du dernier bilan arrêté est supérieur à 50 milliards :</p> <p>CB 201 Compte de résultat détaillé</p> <p><i>N.B. : dispositions applicables à l'organe central pour ces opérations propres, aux groupes d'institutions solidaires.</i></p>	<p>Pour chaque institution du réseau dont le total du dernier bilan arrêté est inférieur ou égal à 50 milliards :</p> <p>CB 201 Compte de résultat détaillé</p> <p><i>N.B. : dispositions applicables à l'organe central pour ces opérations propres, aux groupes d'institutions solidaires.</i></p> <p>CB 202 Synthèse des comptes de résultat pour l'ensemble du réseau</p>	<p>Pour chaque institution</p> <p>CB 201 Compte de résultat détaillé</p> <p><i>N.B. : dispositions applicables à l'organe central pour ces opérations propres, aux groupes d'institutions solidaires.</i></p> <p>CB 202 Synthèse des comptes de résultat pour l'ensemble du réseau</p>
Dates d'arrêté	Dernier jour ouvrable de chaque mois	Dernier jour ouvrable de chaque trimestre civil	Dernier jour ouvrable de chaque semestre civil	Dernier jour ouvrable du mois de décembre.
Délais et modalités d'envoi	45 jours après la date d'arrêté	45 jours après la date d'arrêté	45 jours après la date d'arrêté, sauf pour le compte de résultat 60 jours.	30 avril au plus tard suivant l'exercice clos. Présentation préalable au Secrétariat Général de la CSBF un mois avant l'Assemblée Générale.

N.B. : Pour chaque périodicité de déclaration : communiquer les états de contrôle du respect des normes prudentielles CB 301 à 307 définis à l'annexe 1.

RECAPITULATION DES ETATS COMPTABLES A COMMUNIQUER
Régime des institutions de micro-finance - sans organe central

	P E R I O D I C I T E			
	Mensuelle	Trimestrielle	Semestrielle	Annuelle
Seuils de déclaration pour les situations comptables	Si total du dernier bilan arrêté est supérieur à 50 milliards :	Si total du dernier bilan arrêté est compris entre 10 et 50 milliards :	Si total du dernier bilan arrêté est inférieur à 10 milliards :	Pas de seuil
Références des états comptables	CB 101 Situation Comptable CB 102 Etat de concours à l'économie - en Ariary - en devises CB 103 Appendice à l'état de concours à l'économie - en Ariary - en devises CB 104 Etat des renseignements divers CB 104 bis Etat des renseignements divers (suite)	CB 101 Situation Comptable CB 102 Etat de concours à l'économie - en Ariary - en devises CB 103 Appendice à l'état de concours à l'économie - en Ariary - en devises CB 104 Etat des renseignements divers CB 104 bis Etat des renseignements divers (suite)	CB 101 Situation Comptable CB 102 Etat de concours à l'économie - en Ariary - en devises CB 103 Appendice à l'état de concours à l'économie - en Ariary - en devises CB 104 Etat des renseignements divers CB 104 bis Etat des renseignements divers (suite)	CB 101 Bilan détaillé CB 102 Etat de concours à l'économie - en Ariary - en devises CB 103 Appendice à l'état de concours à l'économie - en Ariary - en devises CB 104 Etat des renseignements divers CB 104 bis Etat des renseignements divers (suite)

N.B. : Pour chaque périodicité de déclaration : communiquer les états de contrôle du respect des normes prudentielles CB 301 à 307 définis à l'annexe 1.

RECAPITULATION DES ETATS COMPTABLES A COMMUNIQUER
Régime des institutions de micro-finance - sans organe central (suite)

	P E R I O D I C I T E			
	Mensuelle	Trimestrielle	Semestrielle	Annuelle
Seuils de déclaration pour le compte de résultat Références des états comptables		Si total du dernier bilan arrêté est supérieur à 50 milliards : CB 201 Compte de résultat détaillé	Si total du dernier bilan arrêté est inférieur ou égal à 50 milliards : CB 201 Compte de résultat détaillé	Pas de seuil CB 201 Compte de résultat détaillé
Dates d'arrêté	Dernier jour ouvrable de chaque mois	Dernier jour ouvrable de chaque trimestre civil	Dernier jour ouvrable de chaque semestre civil	Dernier jour ouvrable du mois de décembre.
Délais et modalités d'envoi	45 jours après la date d'arrêté	45 jours après la date d'arrêté	45 jours après la date d'arrêté, sauf pour le compte de résultat 60 jours.	30 avril au plus tard suivant l'exercice clos. Présentation préalable au Secrétariat Général de la CSBF un mois avant l'Assemblée Générale.

N.B. : Pour chaque périodicité de déclaration : communiquer les états de contrôle du respect des normes prudentielles CB 301 à 307 définis à l'annexe 1.